pour supplier le roi de mettre enfin un terme à cet état de choses. Philippe le Bel se rendit à ces instances; nous allons voir à quelles conditions.

§ 2. — Les Philippines (1306—1310).

On est convenu d'appeler *Philippines* (du nom du roi) les traités passés en 1307 (septembre), à Pontoise, entre Philippe le Bel et l'Église de Lyon. Avant d'étudier en eux-mêmes ces traités, nous examinerons les négociations qui les ont précédés.

Venu à Lyon à la fin de l'année 1305, le roi de France s'y trouvait encore au début de l'année 1306. On ne peut croire que le couronnement du pape Clément V l'y ait seul attiré ni retenu. Le but du voyage était plus pratique et Philippe le Bel se proposait autre chose que d'aller augmenter l'éclat des fêtes pontificales. L'un de ses principaux ministres, Guillaume de Plasian, se trouvait, semble-t-il, auprès de lui (1). Agent naturel de la politique du roi, il dut s'entremettre pour lui auprès de l'archevêque et du Chapitre.

A la suite de ces démarches, auxquelles se prêtaient d'ailleurs le pape et l'Église de Lyon (2), un premier projet de traité fut arrêté le 29 janvier 1306.

Les principaux points déterminés étaient les suivants :

(1) Nous voyons, en effet, par un acte donné à Lyon, en janvier 1306, le roi accorder à Guillaume de Plasian en rente perpétuelle et héréditaire 200 livres tournois précédemment reçues en renie viagère. Le roi déclare agir ainsi en raison des immenses fatigues que plasian a supportées pour son service « et ne cesse de supporter encore » (... *et adhuc susHnere non detinit... •*) (Arch. nat. Trésor des Ch., J. J. 38. n° cxxiv. Lyon, janvier 1306.)

(2) Us les avaient même provoquées, nous l'avons dit plus haut.